

AHMED BENBITOUR AU FORUM DE LIBERTÉ :

«Les élections présidentielles doivent être libres»

La tenue d'une élection présidentielle totalement libre est la condition sine qua non pour permettre à l'Algérie de sortir d'une crise «multidimensionnelle» a estimé, lundi, Ahmed Benbitour.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ahmed Benbitour, seule personnalité politique à avoir annoncé sa candidature au prochain scrutin présidentiel, était, lundi, l'invité du forum hebdomadaire du journal *Liberté*.

L'ancien chef du gouvernement a dressé un constat sans complaisance de la situation actuelle de l'Algérie. Un pays qui subit une crise «multidimensionnelle».

«L'Algérie traverse depuis 25 ans une double période de transition, politique et économique. Plus cette période de transition durera dans le temps, plus le pays s'enfoncera dans la pauvreté car l'Algérie traverse une crise multidimensionnelle : politique, économique, sécuritaire, identitaire, culturelle et diplomatique», a indiqué Ahmed Benbitour.

Les dangers auxquels fait face l'Algérie risquent de s'aggraver à court terme, a-t-il estimé. Il fait état notamment d'un risque réel d'explosion sociale du fait de la

situation économique. Ainsi, le prix des hydrocarbures, qui représentent plus de 90% des entrées en devises du pays, risquent de connaître une baisse sensible à cause du développement des techniques d'extraction des énergies fossiles non-conventionnelles. «Si le prix du baril de pétrole passe en dessous de 70 dollars américains, l'Algérie sera dans l'incapacité d'acquérir des biens d'équipements.»

En d'autres termes, tous les projets en cours seront mis à l'arrêt. Il a également tiré la sonnette d'alarme à propos des répercussions de la crise financière européenne sur l'économie algérienne. Sur le plan sécuritaire, le pays



Benbitour a dressé un constat sans complaisance.

doit également faire face aux effets de la déstabilisation de la Tunisie, de la Libye et de la sous-région du Sahel. Pour lui, la pre-

mière étape d'une sortie de crise passe par l'organisation d'une élection présidentielle libre. «Nous devons faire de l'élection

de 2014 une porte vers le changement, le progrès et le développement. 2014 doit être le cap de l'Algérie de demain.»

Le premier candidat à ce scrutin a présenté les différents axes de son programme électoral. Benbitour s'engage à moderniser la santé, à consacrer la liberté d'expression et la liberté de la presse, à définir une nouvelle doctrine militaire et à réformer l'école afin qu'elle soit au niveau du développement technologique, à lutter activement contre la corruption.

Il précisera toutefois que la concrétisation de ce projet nécessitera une période de 15 années soit, en d'autres termes, trois quinquennats. Mais une fois réalisé, Ahmed Benbitour promet à l'Algérie «paix et prospérité».

T. H.

GAZ DE SCHISTE

Le quitus du ministère de l'Environnement

L'exploitation du gaz de schiste suscite un peu partout dans le monde les craintes des écologistes. Singularité algérienne, c'est le ministère de l'Environnement qui donne son quitus. Amara Benyounès considère comme «un faux débat» et répond à ceux qui craignent des retombées écologiques désastreuses que l'atteinte à l'environnement est «vraiment nulle».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Si l'Algérie devait prendre option pour le gaz de schiste, la résistance ne viendra certainement pas du ministère de l'Environnement, garant de l'application de la politique environnementale en Algérie. Son premier responsable affirme, en effet, que «le gaz et le pétrole de schiste, comparés à leur valeur énergétique et stratégique pour le

pays, ne constituent pas une menace pour l'environnement si les mesures nécessaires sont prises». Amara Benyounès dit ne pas comprendre les craintes des uns et des autres par rapport à l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. «Il a suffi qu'une personne étrangère s'exprime sur la question pour que quelques intellectuels algériens prennent le relais présentant l'exploitation du gaz de schiste comme le pire des projets que pourrait entreprendre l'Algérie. C'est démontré que l'atteinte à l'environnement est vraiment nulle», affirmait-il à l'occasion de la Journée de l'environnement en juin dernier.

Des déclarations qui tranchent avec les inquiétudes formulées par les spécialistes aussi bien en Algérie qu'ailleurs. Propulsée à la troisième place mondiale par ses

réserves de gaz de schiste, l'Algérie disposerait techniquement de réserves estimées à 19 800 milliards de mètres cubes, selon le département américain de l'énergie qui vient ainsi de les réviser à la hausse par rapport à ses estimations de 2011 qui étaient de 6 440 milliards de mètres cubes. Si l'Algérie n'a pas encore pris option de manière tranchée pour l'exploitation du gaz de schiste, la réflexion est sérieusement engagée.

Le ministre de l'Energie affirme que l'Algérie exploitera toutes les formes d'énergies y compris le gaz de schiste pour répondre à la demande sans cesse croissante en matière d'énergie. Une perspective qui a suscité interrogations et inquiétudes de spécialistes notamment en ce qui concerne l'exploitation excessive des

nappes phréatiques, la pollution due à l'usage excessif de produits chimiques avec toutes les retombées imaginables sur la faune et la flore.

Des spécialistes ont, à l'annonce de cette décision, attiré l'attention des pouvoirs publics quant aux dangers liés à l'exploitation du gaz de schiste. Sur les réseaux sociaux, des centaines de groupes ont vu le jour avec la prétention de peser sur la décision gouvernementale.

Leurs membres font appel aux expériences des pays ayant déjà expérimenté l'exploitation du gaz de schiste en apportant la preuve des désastres sur l'environnement qu'engendre l'exploitation du gaz de schiste. Des mises en garde auxquelles l'exécutif reste imperméable pour le moment.

N. I.

SIT-IN HIER DE PROTESTATION DES TRAVAILLEURS DE L'ONCV

«On veut tuer notre entreprise»

La tension entre les travailleurs de l'Office national de commercialisation des produits viticoles (ONCV) et l'employeur s'exacerbe. Un important rassemblement de protestation a été observé hier l'appel du syndicat devant le siège de l'entreprise au square Port-Saïd.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ils étaient près de trois cents syndicalistes représentant plus d'un millier de travailleurs de l'ONCV à prendre part au sit-in tenu hier devant le siège de l'ONCV au square Port-Saïd, à Alger.

Les représentants des travailleurs, dont une délégation a été reçue par l'employeur, ont exigé que «les hautes autorités du pays s'intéressent à ce qui se passe au sein de l'entreprise, notamment depuis les derniers changements opérés à la tête de l'Office». «A moyen terme, l'entreprise risque de connaître une asphyxie financière. Cette situation est la conséquence directe de la mauvaise gestion

que subit l'entreprise. Il est urgent aujourd'hui que les pouvoirs publics reprennent la situation en main pour éviter à la deuxième entreprise pourvoyeuse de devises après Sonatrach de subir une mort programmée», a-t-on indiqué.

Les syndicalistes se sont par ailleurs interrogés sur la stratégie mise en place par le nouveau patron de l'entreprise, qui conduira à «la baisse sensible de la production ce qui risque d'avoir à court terme des retombées néfastes sur l'équilibre financier de l'entreprise». «La sonnette d'alarme est tirée et nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard. Il y a mise en place d'un plan pour mettre fin à l'existence de notre entreprise.»

Il est à noter que les travailleurs sont en grève illimitée depuis dimanche dernier, et ce, suite au refus de l'employeur de donner suite à leurs revendications. «Cette grève a été décidée après constat des réponses de la direction générale qui, au lieu d'avantager les solutions et se concerter avec les représentants des tra-

vailleurs pour apaiser le climat social, a préféré le pourrissement et le recours à la violence à travers les menaces à l'encontre des syndicalistes, les cadres et les travailleurs.» «La grève a été suivie par l'ensemble des travailleurs, tous touchés directement par la situation dégradante qui prévaut au sein de l'entreprise», nous a expliqué une source syndicale.

Pour rappel, ce n'est pas la première fois que les travailleurs de l'ONCV se mettent en grève. Il y a quelques mois, ils ont dénoncé les décisions prises par la hiérarchie, la SGP SGDA (Société de gestion du développement agricole). Des décisions, disent-ils, qui «menacent carrément la filière agricole et par conséquent les travailleurs risquent de perdre leur emploi dans un futur proche».

Selon nos sources, la restructuration décidée par les responsables de la SGP SGDA «ne profite qu'au privé parce que sa mise en route a été détournée de ses objectifs initiaux (...)».

A. B.

CELA S'EST PASSÉ

LA VEILLE DE LA VISITE DE SELLAL

Une bombe explose à Draâ Ben Khedda

Une bombe de fabrication artisanale a explosé lundi, moins d'une heure avant la rupture du jeûne, sur la bordure de la RN 12 entre Draâ-Ben-Khedda et Tadmaït, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou.

Selon plusieurs sources, c'est un convoi de la gendarmerie qui était ciblé par cet attentat survenu la veille de la visite du Premier ministre à Tizi-Ouzou.

La déflagration, entendue sur plusieurs kilomètres à la ronde, a causé plus de peur que de mal puisque seuls deux automobilistes ont été, heureusement, légèrement blessés.

Ainsi, en l'espace d'exactement deux semaines, Draâ-Ben-Khedda a renoué avec les actes terroristes qui l'avaient maintes et maintes fois endeuillée durant les années de feu.

Au tout début de ce mois de juillet, donc, l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale, tôt le matin, à deux cents mètres d'un barrage fixe des services de sécurité avait brutalement réveillé le Tout-Draâ-Ben-Khedda et les localités voisines avant que, quelques heures plus tard, une autre bombe ne soit détruite par les démineurs de la police sur la RN 12, entre Draâ-Ben-Khedda et Tadmaït.

A. M.